Questions orales

Quant au ministre des Finances, nous pouvons dire que grâce à sa sage gestion économique depuis le début de son mandat, 284,000 emplois ont été créés . . .

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: . . . les taux d'intérêt ont fléchi d'environ 3 p. 100 et l'économie croît au rythme de . . .

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre. C'est, bien sûr, la première journée.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Monsieur le Président, je répondrai volontiers à toute autre question que le très honorable député voudra bien me poser.

* * *

LE MULTICULTURALISME**L'AIDE AUX FAMILLES DES VICTIMES DE LA CATASTROPHE D'AIR INDIA**

Mme Pauline Browes (Scarborough-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Multiculturalisme. Le mois dernier, le gouvernement fédéral a fourni \$30,000 pour l'installation d'un service d'information téléphonique sans frais pour les familles des victimes de la catastrophe d'Air India. Où en sont ce projet d'aide et les autres mesures prises par le gouvernement pour aider ces familles?

L'hon. Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Multiculturalisme)): Monsieur le Président . . .

Des voix: Bravo!

M. le Président: A compter de maintenant, si tout le monde est d'accord, je demanderai aux députés de cesser de gaspiller le temps de la Chambre en applaudissant.

M. Jelinek: Monsieur le Président, je tiens à signaler à la députée que, depuis l'instauration de ce service le 15 juillet, il y a eu plus de 1,500 appels de personnes demandant de l'aide. Il y avait notamment des gens qui voulaient des renseignements au sujet de certificats de décès, de services d'avocats, de services psychiatriques, de la réunification des familles, et ainsi de suite. Je signale à la députée, qu'en outre, tous les ministères du gouvernement fédéral collaborent pour aider les familles des victimes de cette catastrophe et que le gouvernement continuera de les aider après l'expiration du délai de six mois.

M. le Président: Le député d'Essex-Windsor a la parole pour poser une seule question.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS**

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il existe énormément de confusion au Canada quant aux intentions du

gouvernement à l'égard du libre-échange avec les États-Unis. Une semaine, le premier ministre dit qu'aucune décision ne sera prise avant les pourparlers de novembre avec les gouvernements provinciaux, et la semaine suivante, il dit que des décisions seront annoncées d'ici le 17 septembre. Le premier ministre pourrait-il dire clairement et carrément aux Canadiens quels sont les projets du gouvernement à cet égard?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je regrette que mon honorable ami ait du mal à comprendre ce qui constitue une position très précise. Lorsque je me suis entretenu avec le président Reagan, à Québec, j'ai convenu avec lui que dans un délai de six mois nos gouvernements s'entendraient des signaux respectifs quant à notre intention de nous lancer ou non dans des pourparlers préliminaires pouvant mener à de nouveaux accords de commerce. Le Canada s'intéresse à des accords de commerce.

● (1500)

Le Canada s'intéresse à de tels accords commerciaux avec les États-Unis. Ils nous intéressent pour deux raisons. D'accord, le commerce signifie pour nous des emplois. Ensuite, nous sommes inquiets du sentiment protectionniste qui envahit à l'heure actuelle bien des secteurs de la vie américaine. Une proportion croissante de notre commerce—près de 80 p. 100—se fait avec les États-Unis. Nous voulons nous assurer ces marchés pour les producteurs canadiens parce qu'ils représentent des emplois en Colombie-Britannique, à Sault-Sainte-Marie, à Sydney et partout ailleurs au pays.

Par conséquent, en temps opportun et au moment convenu, nous enverrons d'un commun accord un signal, après avoir consulté les gouvernements provinciaux et après en avoir débattu à la Chambre. Un comité parlementaire a parcouru le pays cet été et a présenté ses recommandations. Nous agirons à cet égard comme nous l'avons fait hier à l'égard de l'IDS, soit dans l'intérêt national des Canadiens.

Des voix: Bravo!

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les pétitions présentées par les députés le vendredi 28 juin 1985, à l'exception de cinq, sont conformes au Règlement quant à la forme.

[Français]

Les pétitions présentées par l'honorable député de Cochrane-Supérieur (M. Penner) et par l'honorable député de York-Ouest (M. Marchi) et certaines pétitions présentées par l'honorable député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) ne sont pas conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.